

Théorie et démographie

Guillermo A. Maccio

Volume 5, numéro 1, mars 1976

Démographie et problèmes actuels

URI : <https://id.erudit.org/iderudit/600702ar>

DOI : <https://doi.org/10.7202/600702ar>

[Aller au sommaire du numéro](#)

Éditeur(s)

Association des démographes du Québec

ISSN

0380-1721 (imprimé)

1705-1495 (numérique)

[Découvrir la revue](#)

Citer cette note

Maccio, G. A. (1976). Théorie et démographie. *Cahiers québécois de démographie*, 5(1), 35–43. <https://doi.org/10.7202/600702ar>

THEORIE ET DEMOGRAPHIE

par

Guillermo A. Maccio
C.E.L.A.D.E., Santiago

1. Considérations générales

Le texte du professeur Keyfitz est un exercice intéressant de réflexion: à partir d'une relation simple (Population-ressources-densité/Difficulté de susciter le développement), il nous amène à des spéculations qui, après analyse de situations concrètes, vérifiées historiquement, concluent au besoin d'adopter certaines mesures afin de faciliter le développement dans les pays qui, selon son analyse, auraient perdu leur occasion historique idéale de susciter le développement.

L'étude aborde différents sujets, tous très complexes, et sur lesquels il n'y a pas de consensus. Ce manque de consensus implique des termes apparemment très simples, tels optimum, bien-être, moment initial du développement, ainsi que d'autres concepts, plus compliqués, touchant les échelles et les valeurs éthiques d'organisation de la vie sociale et la possibilité à long terme de survie de certains styles de vie et de consommation considérés par plusieurs, jusqu'à tout récemment, comme l'aspiration primordiale de plusieurs sociétés.

Dans un contexte aussi hétérogène, il y a risque de perdre le sens de notre discours dont le sujet central est "théorie et démographie". Afin d'éviter ce risque, les présents commentaires suivent le même ordre que ceux de l'auteur. Toutefois, comme à l'occasion il passe à des carrefours, nous voulons ajouter, très modestement, quelques réflexions avec le seul objectif de stimuler un échange d'idées.

Un premier point lié à l'objectif de l'étude porte sur l'application du concept de théorie. Le document décrit une théorie ou une tentative d'explication systématique du rôle de la croissance démographique dans le développement et, comme il est dit clairement, il ne s'agit pas d'une théorie du comportement démographique. Ce comportement est déjà déterminé, et, à ce titre, il est considéré comme donné.

On peut, par exemple, poser les questions suivantes en ce qui concerne la théorie et la démographie: quelle est la démographie en tant qu'ensemble de connaissances? quelle est sa place dans le schéma des sciences? etc. Les réponses aux questions de cette nature pourraient constituer autant de chapitres sur les théories et la démographie.

Il serait également pertinent de s'arrêter sur les théories démographiques, c'est-à-dire l'ensemble des explications qui nous disent comment et pourquoi les phénomènes se produisent.

La contribution du professeur Keyfitz peut se situer dans un troisième groupe, nouveau sous plusieurs aspects, dans lequel l'effort est concentré sur l'explication du rôle et du degré de participation que le comportement démographique, synthétisé dans sa vaste complexité par le taux de croissance, joue dans l'éclosion du développement. Il faut ajouter que son analyse est faite à l'intérieur d'un cadre, d'un type particulier d'organisation économique et sociale.

De ce point de vue, l'étude est nouvelle puisque, en considérant la variable démographique dans un contexte où plusieurs autres variables jouent, il est plus facile de comprendre l'impact relatif que la variable démographique produit dans le long et difficile chemin vers le développement.

2. Description de la théorie

Le point de départ du raisonnement s'appuie sur l'existence d'une relation entre population et ressources, relation qui doit nécessairement passer un point D_0 où l'effort requis pour amorcer le développement atteindrait son minimum. Ce processus, selon les règles de jeu adoptées dans le document, serait uni-directionnel, et par conséquent, une fois la meilleure chance perdue, ne se reproduirait plus.

L'ancienne idée de l'optimum apparaît ici avec une nouvelle signification. Il est intéressant de noter que le problème de mesurer à la fois la densité (quelle que soit la définition adoptée) et le degré de difficulté de susciter le développement est délibérément omis. En fait, nous croyons que, à l'intérieur du contexte de la théorie, cette question n'est pas d'une grande importance, étant donné que pourrait suffire une connaissance plus ou moins approximative et subjective de l'évolution démographique, en relation avec son optimum.

Lorsque l'on considère l'état et l'évolution démographique du Tiers-Monde, il ne serait pas trop risqué de penser que, pour la majorité de ces pays, le moment D_0 est déjà passé depuis plusieurs décennies. Comme selon la théorie, cette occasion ne se répéterait pas, le mode de développement pourrait prendre des directions différentes de celles qui servent actuellement d'exemples.

Sur ce point, comme en général avec toute interprétation historique, le recours aux analogies offre peu de chance de succès. Dans un contexte comme celui-ci, les "autres facteurs" deviennent très importants, laissant au second rang les problèmes démographiques dans l'analyse du sous-développement.

Ayant comme objectif de présenter des preuves empiriques, l'auteur présente quelques comparaisons de cas où le développement s'est produit même avec des ressources limitées et de cas où, malgré l'abondance des ressources, les conditions de vie sont restées

précaires. Est-ce que ces exemples peuvent être avancés comme preuves historiques confirmant la théorie? Nous croyons qu'ils ne suffisent pas étant donné qu'en isolant le facteur démographique de son contexte véritable, ils perdent leur valeur comme exemples historiques. Cette méthode peut être utilisée dans des modèles idéaux et mécaniques, mais ces modèles ne correspondent pas véritablement à la réalité.

Poussant plus loin la construction de la théorie et face à la diversité des situations des pays concernant le moment idéal d'amorcer leur développement, on veut élargir le concept de densité en incluant au dénominateur le capital humain. En raisonnant ainsi l'auteur aboutit rapidement à la conclusion que la disparité actuelle entre les pays ira grandissant à cause d'une population qui s'accroît excessivement au lieu de décroître.

Nous ferions donc face à une perspective divergente que d'autres auteurs ont déjà avancée en utilisant des arguments différents. Nous croyons qu'il s'agit là d'une conclusion fondamentale parce qu'elle commande une série de propositions pratiques.

L'analyse des divergences croissantes entre les pays est complétée par des considérations sur le fonctionnement des marchés et le concept du revenu monétaire. Ici nous pensons que la construction de la théorie se trouve en face d'un autre carrefour important, plus orienté vers l'action que vers l'explication théorique.

Le commerce entre les nations est nécessaire, mais il se développe selon un régime contradictoire qui engendre un écart croissant entre les acheteurs et les vendeurs. Si la théorie est correcte, on doit faire face au risque d'atteindre le point limite où un tel système commercial ne serait plus possible à cause de l'inéquité absolue entre les parties. De cette façon, la contradiction du système saperait un de ses supports importants. Serait-il alors approprié de défendre le statu quo international en matière de commerce dans les conditions présentes?

Cet écart dépasse les relations commerciales puisqu'on le trouve dans d'autres domaines de l'effort humain orienté vers le développement. Il affecte les relations entre les pays et entre les groupes de pays. Conséquemment une gamme étendue de l'activité humaine est atteinte par ses répercussions. Enfin, il s'agit d'une notion applicable à toute la planète.

Face à ce tableau quelque peu décourageant, le théoricien sent le besoin de réviser des concepts et valeurs très appréciés dans certaines sociétés et aussi d'adopter des mesures efficaces afin de réduire l'impact présumé de la croissance démographique à l'intérieur de ce processus.

Dans ce schéma le professeur Keyfitz nous révèle sa question clé: "Pourquoi certains pays convertissent-ils leurs matières premières en capital et en développement, alors que d'autres les convertissent en population?" Une réponse pourrait soulever le doute et ouvrir le chemin à la solution des problèmes indiqués. Il serait intéressant de se demander si la question est valable, de voir si les éléments opposés les uns aux autres dans le schéma théorique sont les mêmes dans la réalité et enfin de considérer la possibilité d'une réponse qui serait en accord avec les producteurs de capitaux et les producteurs de population.

Une fois les faits expliqués et l'effet de la variable démographique sur les possibilités de développement des pays admis, le document conclut aux besoins d'adopter une série de mesures touchant particulièrement le comportement des individus plutôt que celui des nations en tant qu'entités. Les mesures proposées sont basées sur un nouveau concept de liberté individuelle de reproduction et impliqueraient un changement draconien dans certaines échelles de valeurs.

La plupart de ce qui est suggéré, de même que les arguments opposés, ont déjà été émis auparavant. Par conséquent nous nous bornerons à remarquer quelques points particulièrement intéressants.

Peut-être la suggestion d'organiser un marché de la reproduction est-elle celle qui présente le plus grand défi. Dans ce schéma la constitution de la famille ferait partie d'un système d'offre et de demande dans lequel la marchandise serait le droit d'avoir des enfants. L'histoire des échanges commerciaux montre qu'en commençant avec un marché libre plusieurs déformations apparaissent: les acheteurs qui commandent, les vendeurs qui sont commandés, les corporations multi-nationales, le marché noir, les scandales politiques, etc... Au fur et à mesure de la lente évolution de l'homme il n'y a pas de raison de penser que le nouveau marché serait libre de tels vices.

Le radicalisme des mesures n'est pas aussi strict qu'il semblait au début parce qu'il existe, selon nous, un statu quo implicite quant à l'idéal du système du marché et de consommation selon ses caractéristiques actuelles. Les mesures proposées constituent une extension de nouvelles échelles selon des valeurs qui existent déjà.

3. Quelques concepts pertinents

Considérant la complexité des sujets abordés dans le document il serait peut-être intéressant de souligner brièvement les principaux concepts utilisés à la fois dans l'explication théorique et dans les mesures proposées. Nous sommes conscients du risque d'attribuer à l'auteur nos propres jugements. Si, malgré nos efforts pour l'éviter, tel était le cas, nous nous en excusons à l'avance.

A. Le moment optimum historique pour le développement

Malgré le fait qu'il s'agit d'un concept vieux de plusieurs siècles, l'optimum, comme concept, a contribué à rendre les discussions plus confuses et à dévier celles-ci d'une façon qui n'a pas fait beaucoup avancer les sciences humaines. Derrière l'idée d'optimum gît l'idée d'équilibre mais le comportement social de l'homme est caractérisé par un état de déséquilibre permanent ou au moins par des déséquilibres instables successifs. La substance

même de l'organisation sociale est opposée à l'emploi de cette idée d'équilibre. De toute façon, le concept est également rempli d'appréciations subjectives selon la culture, dans un sens large, de chaque société.

Malgré ses limites le document représente un progrès dans l'emploi du concept en lui attribuant une perspective historique, dynamique et changeante, ce qui ouvre la possibilité d'établir des situations théoriques différentes d'optimum, selon le rôle assigné aux "autres facteurs".

B. Le facteur population

Il a déjà été mentionné que ce facteur est considéré comme donné et que la théorie montre quelle est sa contribution au cours du processus du développement, particulièrement dans l'étape initiale. A cet effet il s'agit d'un élément important à l'approche inter-disciplinaire des phénomènes de population.

C. Le concept de liberté

Ce concept a deux facettes: la liberté de commerce au niveau individuel (et au niveau des pays) et aussi la liberté de reproduction. A la nécessité de restreindre cette dernière on propose la limitation familiale obligatoire. Aucun changement n'est proposé pour la première facette. apparemment il existerait une contradiction puisque, selon la nouvelle théorie, le commerce dans certains cas engendrerait des écarts croissants, alors que c'est exactement ce que l'on veut réduire en dernière analyse. Peut-être serait-il opportun de réexaminer ce point et d'élaborer un nouveau système de libertés qui, partant des relations entre les pays, aboutirait à un nouveau concept de liberté individuelle. A l'intérieur de ce schéma, tout en étant cohérent du point de vue éthique, la liberté de commerce et la liberté de procréation ne seraient que deux facettes parmi plusieurs autres.

D. Les principes éthiques

Une fois démontrée l'existence de différences profondes entre les pays riches et les pays pauvres, il est avancé que "des considérations éthiques qui s'appliquent dans les pays riches ne peuvent pas être transposées intactes". Le premier doute qui surgit au sujet de cette affirmation, est que, en parlant de transposition, il appartiendrait aux pays riches d'établir le système d'éthique. Nous croyons qu'il s'agit-là plutôt d'un problème de sémantique.

En fait dans l'application de principes éthiques universels, il y a des différences importantes et tous les jours les journaux le démontrent. Est-ce que l'intention actuelle serait de créer et d'appliquer des principes éthiques différents selon le groupe de pays dans lequel on vit? Et ce qui est plus intéressant, qui serait apte à proposer de tels principes et à voir à leur application? Etant donné que la limitation volontaire est proposée au niveau individuel, cette règle doit-elle être étendue au niveau du pays?

4. Les acteurs et leur rôle dans la politique suggérée

Ce qui suit est un commentaire bref sur le rôle dévolu à l'individu et à l'Etat dans la politique suggérée.

L'Etat participerait directement dans la détermination de la taille finale de la famille en limitant, comme c'est le cas maintenant avec les immigrants, le nombre d'êtres humains à ajouter à la population du pays. La procréation volontaire serait remplacée par l'obligation de ne pas dépasser un certain nombre d'enfants. La croissance démographique deviendrait alors une variable effectivement contrôlée et planifiée.

Cette proposition entraîne un changement important dans le cadre des droits individuels, surtout lorsque l'on considère que la liberté de décider du nombre d'enfants voulus a été ratifiée récemment

dans des conférences auxquelles assistaient des représentants du monde entier. Le document stipule: "cela constituerait une injustice grave entre la population actuelle et celle des années à venir: à la population présente, on donnerait le privilège du choix de la taille de la famille, mais au prix, plus tard, d'une famine généralisée."

Nous croyons que le même raisonnement peut s'appliquer à certains biens renouvelables qui sont aujourd'hui gaspillés ou aux dépenses excessives d'énergie, de terre et d'eau. Si le plan proposé est étendu, chaque homme naîtrait avec sa part d'enfants, d'eau et d'énergie et alors le libre choix de consommation et de commerce devrait être soumis aux mêmes restrictions que celles tenues pour valables pour la reproduction.